

AUDIT EXTERNE DE LA DÉFENSE SECTEUR AU MALI :

DÉFIS ET POSSIBILITÉS

Figure 1. Military spending, Mali and the top four spenders in Sub-Saharan Africa

	Mali	Nigeria	South Africa	Angola	South Sudan
Military spending USD millions	784.5	3191.9	2781.1	1270.2	1076.2
Change 2022-2023	+35%	+3%	-11%	-22%	+107%
Change 2014-2023 (decade)	+260%	+36%	-29%	-81%	-17%
Per capita spending USD	33.7	14.3	46.0	34.6	97.0
% of government spending	14.16%	5.62%	2.21%	5.53%	8.64%

Source: SIPRI, 2023

Public Interest Test

The law should provide for a public interest test that weighs the harm of disclosure against the benefit to the public.

Oversight

An independent administrative body has the authority to review decisions on withholding information and assist with implementation.

Declassification

There should be a maximum expiry time in every secrecy regime.

Transparency International (TI) est la principale organisation non gouvernementale de lutte contre la corruption au monde, qui s'attaque à la corruption et aux risques de corruption sous ses nombreuses formes à travers un réseau de plus de 100 sections nationales dans le monde.

Transparency International Défense et Sécurité (TI-DS) œuvre pour réduire la corruption dans les secteurs de la défense et de la sécurité dans le monde entier.

Auteur : Stephanie Trapnell

Contributeurs : Mohamed Bennour, Yi Kang Choo

Rédacteur en chef : Michael Ofori-Mensah

Conception : Colin Foo

© 2024 Transparency International. Tous droits réservés. La reproduction totale ou partielle est autorisée, à condition que le crédit soit entièrement attribué à Transparency International et que cette reproduction, totale ou partielle, ne soit pas vendue ou incorporée dans des œuvres vendues. Une autorisation écrite doit être demandée à Transparency International si une telle reproduction est de nature à adapter ou à modifier le contenu original.

Nous tenons à remercier le Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD) pour son généreux soutien financier à la production de ce rapport.

Publié en décembre 2024

Tous les efforts ont été faits pour vérifier l'exactitude des informations contenues dans ce rapport. Toutes les informations sont considérées comme correctes en décembre 2024. Néanmoins, Transparency International ne peut être tenu responsable des conséquences de leur utilisation à d'autres fins ou dans d'autres contextes.

Le numéro d'organisme de bienfaisance enregistré de Transparency International UK est le 1112842

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	4
PRINCIPALES INFORMATIONS	5
CONTEXTE	6
APERÇU INSTITUTIONNEL	9
Fonction d'audit externe formelle	9
Mécanismes d'audit supplémentaires chevauchant les audits externes	11
Surveillance législative et mesures de suivi	12
Mesures d'enquête et d'exécution	13
ANALYSE	14
Des cadres institutionnels fragmentés pour l'audit externe	15
Pas de définition de « secrets de défense »	17
Manque de ressources, de capacités et d'incitations pour les acteurs de la surveillance	20
CONCLUSION	21
RECOMMANDATIONS	22

RÉSUMÉ

L'audit externe est un mécanisme important pour demander des comptes aux pouvoirs publics. Il est déjà intégré dans le fonctionnement du secteur public, qui dispose de capacités et de mandats pour lutter contre la corruption financière. Mais cela n'est possible que si les auditeurs externes ont accès aux informations sur les finances des institutions qu'ils contrôlent.

Le Mali ne dispose ni d'une loi sur le droit à l'information (DAI) ni d'une loi sur les secrets d'État, deux instruments standards pour établir des définitions, des règles et des limitations en matière d'accès à l'information (ATI) en matière de sécurité nationale. L'absence de toute législation régissant l'accès à l'information sur le secteur de la défense a permis à l'armée d'établir des frontières imperméables autour de ses opérations, de ses finances, de ses achats et de ses délibérations.

Outre le manque criant d'informations sur les activités de défense, le Mali dispose d'une fonction d'audit externe fragmentée et décousue. Deux institutions sont chargées de l'audit externe, mais aucune n'effectue d'audit indépendant du secteur de la défense : la Section des comptes de la Cour suprême

(SCCS) et le Bureau du vérificateur général (Bureau du Vérificateur Général ou BVG). En l'absence d'un parlement fonctionnel, le secteur de la défense peut opérer en toute impunité.

Ce rapport présente un aperçu de l'audit externe au Mali, en mettant l'accent sur ses performances vis-à-vis du secteur de la défense et de la sécurité, et une analyse de ses principaux défis. Il s'appuie sur des évaluations externes des capacités financières du Mali, une étude documentaire sur la corruption au Mali et une analyse des données de l'Indice d'intégrité de la défense du gouvernement (IDG). Parallèlement à ces informations, les meilleures pratiques internationales sont présentées en matière d'audit externe et de contrôle législatif, ainsi que d'audit externe concernant le secteur de la défense.



PRINCIPALES INFORMATIONS



À la suite du coup d'État de 2021, le Mali est confronté à un échec persistant en matière de responsabilité démocratique, qui se reflète dans l'absence de contrôles institutionnels sur ses dépenses militaires croissantes.



Son cadre d'audit externe est fragmenté entre plusieurs institutions, ce qui crée une confusion quant aux mandats et sollicite inutilement des ressources limitées..



L'un des principaux obstacles à un audit efficace du secteur de la défense est le manque quasi total de partage d'informations au sein du gouvernement sur les finances de la défense..

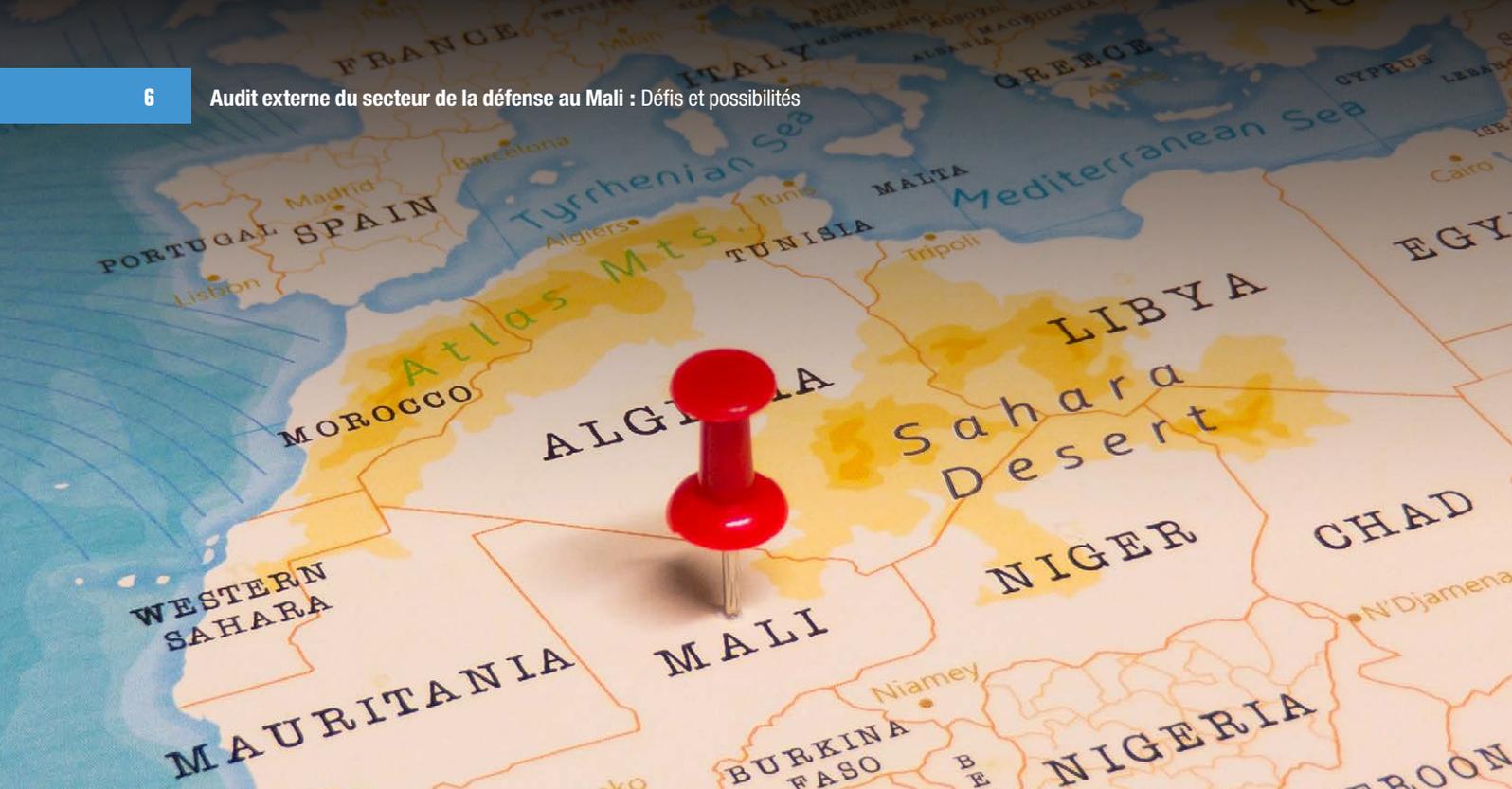


Un pouvoir législatif faible et non élu, combiné à une commission de défense biaisée en faveur de la junte au pouvoir, compromet l'efficacité de l'audit externe dans le secteur de la défense en limitant le contrôle législatif essentiel à sa bonne mise en œuvre.



Les recommandations comprennent

- 1) l'harmonisation de la fonction d'audit externe de sorte qu'il existe une entité principale chargée des audits externes,
- 2) l'élaboration d'exceptions juridiques bien définies à l'accès à l'information qui peuvent être affinées grâce à l'engagement des citoyens et aux institutions de contrôle,
- 3) l'échange d'informations prescrit par la loi entre le secteur de la défense et d'autres acteurs gouvernementaux concernant ses dépenses et ses activités d'approvisionnement, et
- 4) poursuivre la collaboration avec le public sur diverses plateformes en s'appuyant sur les efforts fructueux déployés précédemment en matière d'engagement citoyen par les acteurs de la défense et de la sécurité - en mettant l'accent sur le partage d'informations et l'instauration d'un climat de confiance.



CONTEXTE

Le Mali a été confronté à des défis considérables au cours des dernières années qui ont accentué ses faiblesses en matière de gouvernance et éloigné le pays des idéaux démocratiques prônés par ses anciens donateurs occidentaux.¹ Lors de l'un des nombreux coups d'État des dernières décennies, l'armée malienne a pris le pouvoir en 2021, avec le double objectif de mettre fin à la corruption généralisée et d'améliorer une situation sécuritaire aggravée à la fois par les séparatistes ethniques et les terroristes islamistes.² Fin 2024, toutes les missions militaires occidentales avaient été contraintes de quitter le pays, notamment la mission de maintien de la paix des Nations unies (MINUSMA), l'opération antiterroriste française Barkhane et la mission de formation de l'UE au Mali. À la suite de ces départs, le groupe paramilitaire Wagner, soutenu par la Russie, a été invité par la junte au pouvoir à gérer la situation sécuritaire, et les mercenaires Wagner s'enracinent de plus en plus au fil du temps.³

Le soutien au régime militaire est élevé au sein de la population,⁴ surtout après plusieurs initiatives anticorruption très médiatisées,⁵ l'amélioration de la prestation de services et de la sécurité, et la prise de bastions clés des insurgés dans les territoires du nord.⁶ Bien que la junte au pouvoir ait promis un retour au régime civil, les élections ont été reportées à plusieurs reprises⁷, les activités des partis politiques ont été interdites⁸. Le pouvoir gouvernemental est en train d'être consolidé par une petite élite militaire. La résilience institutionnelle face à la corruption et la gouvernance du secteur public en général sont faibles et sujettes à l'échec dans un contexte de menaces sécuritaires croissantes.⁹ Il semble qu'il y ait peu de place pour une réforme démocratique à l'heure actuelle.

- 1 Sandor, John A. Lechner, Sergey Eledinov, Adam. « Comment l'intervention étrangère a fait échouer le Mali. » *Politique extérieure*(blog), 10 septembre 2024 ; Matamis, Joaquin. « L'approche chinoise de résolution des conflits et de médiation au Mali. » *Centre Stimson*(blog), 26 janvier 2024.
- 2 Crisis Group. « Mali, un coup d'État dans le coup d'État. » 27 mai 2021.
- 3 Triebert, Christiaan, Elian Peltier, Riley Mellen et Sanjana Varghese. « Comment l'image impitoyable de Wagner s'est effondrée au Mali. » *Le New York Times*, 1er novembre 2024, sect. Monde. Dizolele,
- 4 Mvemba Phezo et Cameron Hudson. « Mali : démêler le nœud politico-sécuritaire. » Centre d'études stratégiques et internationales, octobre 2024.
- 5 RTC : Indice de Transformation. « Rapport pays BTI 2024 sur le Mali. » Fondation Bertelsmann, 2024
- 6 Agence France Presse. « La prise de Kidal : pourquoi cette ville du nord du Mali est si importante. » *Barron's*, 14 novembre 2023.
- 7 Centre d'études stratégiques de l'Afrique. « Mali : élections du 4 février 2024. » *Centre Afrique*(blog), 17 janvier 2024.
- 8 Centre international pour la justice transitionnelle. « La junte malienne suspend les activités des partis politiques jusqu'à nouvel ordre », 11 avril 2024.
- 9 Pour une analyse plus approfondie du risque de corruption et des défaillances institutionnelles en matière de prévention de la corruption, voir Transparency International, Défense et sécurité, « Le secteur de la défense au Mali : risque systémique de corruption au milieu d'une escalade de la violence », à paraître en 2025. Pour une évaluation complète du risque de corruption au sein du secteur de la sécurité malien, voir Smith, Seán. « Building Integrity in Mali's Defence and Security Sector: An Overview of the Institutional Safeguards », Londres : Transparency International, Défense et sécurité, octobre 2019.

Malgré le recul démocratique, des initiatives anti-corruption sont mises en place à un rythme soutenu et des affaires criminelles sont jugées par les tribunaux. Si les affaires très médiatisées sont probablement une opération de relations publiques de la junte au pouvoir et un moyen de cibler les rivaux des administrations précédentes, le fait que la corruption soit abordée en même temps que la situation sécuritaire est un signe que les dirigeants militaires reconnaissent la gravité du problème de la corruption au Mali.

Face à un risque de corruption grave, les dépenses militaires sont en hausse au Mali. De nombreux projets et initiatives pluriannuels visent à reconstruire l'armée et les forces de sécurité ont été adoptées, offrant

des opportunités d'appel d'offres aux entreprises d'équipement militaire.¹⁰

Malheureusement, le Mali est aux prises avec un secret bien ancré dans les secteurs militaire, de la défense et de la sécurité, ce qui empêche la circulation des informations sur les finances de la défense aux institutions publiques et aux acteurs de la société civile. Les institutions d'audit et le Parlement sont confrontés à des défaillances importantes dans leurs fonctions de contrôle en raison d'un profond manque d'informations. Si l'on ajoute à cela la fragmentation de la fonction d'audit externe entre les différentes institutions, les audits ne peuvent que difficilement servir de forme de responsabilité démocratique pour le secteur de la défense.

Figure 1: Les dépenses militaires, le Mali et les quatre pays les plus dépensiers d'Afrique subsaharienne

	Mali	Nigéria	Afrique du Sud	Angola	Soudan du Sud
Dépenses militaires Millions de dollars américains	784.5	3191.9	2781.1	1270.2	1076.2
% de changement 2022-2023 (l'année dernière)	+35%	+3%	-11%	-22%	+107%
% de changement 2014-2023 (décennie passée)	+260%	+35%	-29%	-81%	-17%
Dépenses par habitant Dollars américains	33.7	14.3	46.0	34.6	97.0
% du gouvernement dépenses	14.18%	5.52%	2.21%	5.53%	8.64%

Source: SIPRI, 2023

10 International Trade Administration. « Country Commercial Guide - Mali ». Département du Commerce des États-Unis, 10 juin 2024.

LE MALI LUTTE AVEC UN SECRET BIEN ANCRÉ AUTOUR DES SECTEURS MILITAIRE, DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ



LES MILITAIRES SURVEILLENT DE TRÈS PRÈS LES INFORMATIONS RELATIVES À LEURS ACTIVITÉS



Cependant, l'audit externe est un mécanisme important pour demander des comptes au gouvernement. Ce mécanisme est déjà intégré dans le fonctionnement du secteur public, qui dispose de capacités et de mandats pour lutter contre la corruption financière. Cela n'est possible que si les auditeurs externes ont accès aux informations sur les finances des institutions qu'ils contrôlent. Au Mali, les informations sur le secteur de la défense sont incroyablement rares, même au sein du gouvernement, car l'armée garde très étroitement les informations sur ses activités. L'histoire du régime militaire n'a fait que renforcer le rôle des institutions de défense et de sécurité dans la gouvernance politique et a permis aux acteurs de la défense de restreindre l'information à un degré extrême, même dans des contextes caractérisés par le conflit et l'instabilité.¹¹

Ce rapport vise à fournir un aperçu de l'audit externe au Mali, en mettant l'accent sur sa performance vis-à-vis de du secteur de la défense et de la sécurité, ainsi

qu'une analyse des principaux défis auxquels il fait face. Il est fondé sur une étude documentaire et une analyse des données de l'Indice d'intégrité de la défense du gouvernement (GDI).¹² Le rapport présente d'abord un aperçu des mécanismes d'audit externe actuellement en vigueur au Mali, ainsi que des institutions complémentaires telles que le Parlement et les forces de l'ordre, qui reçoivent les rapports d'audit et sont censées prendre des mesures en fonction des conclusions de l'audit. Parallèlement à ces informations, les meilleures pratiques internationales sont présentées en matière d'audit externe et de contrôle législatif, ainsi que d'audit externe concernant le secteur de la défense. Une section d'analyse suit, qui aborde les faiblesses institutionnelles persistantes de la chaîne d'audit externe malienne, et conclut par des recommandations visant à renforcer à la fois la fonction d'audit et l'environnement de gouvernance qui soutient l'audit externe du secteur de la défense.

The Government Defence Integrity Index (GDI) measures institutional resilience to corruption in the defence sector by focusing on both policymaking and public sector governance in national defence establishments. The index is organised into five main risk areas: (1) policymaking and political affairs; (2) finances; (3) personnel management; (4) military operations; (5) procurement. Each indicator is scored based on five levels from 0-100 (0, 25, 50, 75, 100), while indicator scores are aggregated (no weighting) to determine the question, risk area and overall scores. Scores are then assigned a band from A - F, which reflects the level of corruption risk.

Éventail de scores

A	83	- 100	Très forte résilience institutionnelle à la corruption
B	67	- 82	Forte résilience institutionnelle à la corruption
C	50	- 66	Résilience institutionnelle modeste à la corruption
D	33	- 49	Faible résilience institutionnelle à la corruption
E	17	- 32	Très faible résilience institutionnelle à la corruption
F	0	- 16	Résilience institutionnelle limitée à nulle à la corruption

Risque de corruption

Très faible
Faible
Modéré
Haut
Très élevé
Critique

Dans ces domaines de risque, le GDI identifie 29 risques de corruption spécifiques au secteur de la défense et de la sécurité. Le GDI est organisé en 77 questions principales, elles-mêmes déclinées en 212 indicateurs. Afin de fournir une image large et complète de ces domaines de risque, l'indice évalue à la fois les cadres juridiques (de jure) et la mise en œuvre (de facto), ainsi que les ressources et les résultats.

11 Transparency International, Défense et sécurité. « Rapport mondial 2020 du GDI : Perturbations, démocratie et risque de corruption dans les secteurs de la défense ». Londres : Transparency International UK, novembre 2021.

12 Pour plus d'informations sur le GDI, voir <https://ti-defence.org/gdi/>

APERÇU INSTITUTIONNEL

Dépenses publiques et responsabilité financière (PEFA)

Bonnes pratiques en matière d'audit externe¹³

- Les rapports financiers, y compris les recettes, les dépenses, les actifs et les passifs de toutes les entités du gouvernement central, sont vérifiés conformément aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) ou aux normes nationales d'audit uniformes au cours des trois derniers exercices clos. Les audits mettent en évidence les problèmes matériels pertinents ainsi que les risques systémiques et de contrôle.
- Les rapports d'audit sont soumis au pouvoir législatif dans les trois mois suivant la réception des rapports financiers par l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques (ISC) pour les trois derniers exercices clos.
- Il existe des preuves claires d'un suivi efficace et opportun par le dirigeant ou l'entité audité des audits pour lesquels un suivi était attendu, au cours des trois derniers exercices clos.
- L'ISC fonctionne indépendamment du pouvoir exécutif en ce qui concerne les procédures de nomination et de révocation du président de l'ISC, la planification des missions d'audit, les modalités de publication des rapports et l'approbation et l'exécution du budget de l'ISC. Cette indépendance est garantie par la loi. L'ISC a un accès illimité et opportun aux dossiers, à la documentation et aux informations.

1 Fonction d'audit externe formelle

The primary issue with respect to external audits in Mali is that of overlapping institutional mandates and confusion over the roles and authority of each institution. There are two institutions with individual mandates to perform functions expected of an external audit institution: the Accounts Section of the Supreme Court (*Section des comptes de la Cour Suprême* or SCCS) and the Office of the Auditor General (*Bureau du Vérificateur General*, or BVG).

La **Section des comptes de la Cour suprême (SCCS)** est chargée de réviser le budget et la loi de règlement (projet de loi de règlement)¹⁴ tel qu'il a été reçu du pouvoir législatif. Bien qu'il s'agisse d'une entité indépendante en vertu de son appartenance au pouvoir judiciaire, elle n'est pas considérée comme une Cour des comptes, car elle ne dispose pas des capacités et du mandat complets d'une telle autorité. L'indépendance de la Cour suprême elle-même est discutable, étant donné que l'exécutif est en mesure de révoquer le président de la Cour sans l'approbation du Parlement et que son budget doit être approuvé par le ministère de l'Économie et des Finances.

La SCCS est chargé d'examiner l'équilibre général des comptes, l'évolution des recettes budgétaires, l'évolution des dépenses budgétaires, l'évolution des opérations enregistrées dans les comptes spéciaux du Trésor, l'évolution des comptes de résultat, et de produire un rapport qu'il soumet au Parlement.¹⁵

Les audits de la loi de règlement par la SCCS se limitent à une analyse de la conformité entre les comptes des ordonnateurs et ceux des comptables publics. Son rapport annuel contient des propositions d'amélioration sur la gestion des finances publiques. Toutefois, ces recommandations se limitent généralement à demander aux gestionnaires des finances publiques de se conformer aux dispositions des textes législatifs et réglementaires régissant la gestion des finances publiques.¹⁶ Elles sont également rarement suivies.¹⁷

Des lois spécifiques ont également confié à la SCCS des missions spécifiques. Depuis 2012, la SCCS contrôle l'exécution des budgets municipaux des collectivités territoriales à la demande du conseil de l'organe délibérant et, en cas de rejet, du compte administratif du maire. En 2005, la SCCS s'est vu confier le mandat de contrôler les comptes des partis politiques, sous la surveillance du pouvoir législatif.

13 Le Mali obtient systématiquement le score le plus bas sur tous les indicateurs d'audit externe du PEFA, l'évaluation nationale la plus récente ayant été réalisée en 2021. <https://www.pefa.org/assessments/summary/4502>

14 Une loi de règlement budgétaire est une loi créée à la fin d'un exercice budgétaire pour établir les montants définitifs des recettes et des dépenses d'un État. Elle est généralement rendue publique deux à trois ans après la fin de l'exercice budgétaire.

15 Secrétariat PEFA. « Mali : Rapport sur les dépenses publiques et la responsabilité financière (PEFA). » Banque mondiale, octobre 2021

16 PEFA, 2021

17 « Document de stratégie pays Mali 2021-2025 ». Banque africaine de développement. Mai 2021.

Les limites des audits des budgets et des dépenses de la SCCS ¹⁸

Les rapports d'audit de la SCCS et les certificats de conformité correspondants sur l'exécution des lois budgétaires sont transmis au Parlement, mais avec un retard considérable par rapport aux délais légaux, notamment en raison du temps nécessaire au ministère des Finances pour répondre aux demandes qui lui sont soumises.

Les rapports de la SCCS sur l'exécution des lois de finances ne sont publiés qu'après le vote du projet de loi de règlement par le Parlement, qui ne formule pas de recommandations sur ces rapports. Les partenaires techniques et financiers internationaux, dont le Fonds monétaire international (FMI), ont mentionné dans leurs rapports plusieurs cas de non-respect de la procédure normale de dépenses publiques :

- dépenses non autorisées,
- les dépenses injustifiées ou justifiées par des pièces irrégulières,
- paiements indus,
- dépenses fictives,
- des justifications irrégulières ou partielles de l'utilisation des paiements effectués à l'autorité,
- des achats fictifs ou des dépenses indues effectuées par l'autorité, et
- l'inadéquation des contrôles effectués avant le paiement des dépenses salariales.

En 2023, les institutions d'audit ont examiné les comptes du gouvernement de transition, mais les audits n'ont pas couvert l'intégralité du budget annuel exécuté et n'ont pas été publiés dans un délai raisonnable.¹⁹

Le **Bureau du Vérificateur Général (BVG)** a été créé en 2003 avec l'aide du gouvernement canadien, dans le but d'accomplir les fonctions d'audit que le SCCS ne parvenait pas à accomplir.²⁰ Il s'agit d'une autorité administrative chargée de l'audit externe, qui peut transmettre ses conclusions aux autorités judiciaires en cas de suspicion de violation de la loi. Bien que la BVG dispose d'une totale autonomie pour définir son propre programme et allouer son budget sans ingérence, elle n'est pas totalement indépendante. Elle rend compte à l'exécutif, son budget est approuvé par l'exécutif et le vérificateur général est nommé et révoqué par l'exécutif.

Unlike the SCCS, the BVG does not produce a report on the draft settlement law and does not assist Parliament in analysing it. Instead, the BVG has the authority to audit the annual financial statements of all ministries individually and all of the government's financial statements (expenditure and revenue). As such, it conducts audits of the financial statements of a small selection of budgetary entities, local governments and public enterprises each year, and it has also started to conduct performance audits. Its audit practices are aligned with the International Standards of Supreme Elle est conforme aux normes internationales des institutions

LES RAPPORTS DU SCCS SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI DE FINANCE

NE SONT PAS PUBLIÉS TANT QUE LA LOI DE RÉVISION BUDGÉTAIRE N'A PAS ÉTÉ VOTÉE PAR LE PARLEMENT



supérieures de contrôle des finances publiques et ses audits mettent en évidence des questions de fond.²¹ Because all BVG reports are published, its findings are often covered by the media. Étant donné que tous les rapports de la BVG sont publiés, ses conclusions sont souvent reprises par les médias.

Une enquête de la BVG peut être lancée par l'auditeur ou à la demande de tout citoyen ou institution. Ses rapports sont souvent critiques à l'égard de l'administration, et il y a plusieurs rapports d'audit par an et plusieurs enquêtes. En 2021, la BVG a publié 11 rapports, dont un consacré à la réponse du gouvernement au COVID-19.²²

18 Banque africaine de développement. « Document de stratégie pays Mali 2021-2025 ». Banque africaine de développement, mai 2021.

19 Département d'État américain. « Rapport sur la transparence budgétaire 2024 : Mali », 2024..

20 Affaires mondiales Canada. « Bureau du vérificateur général du Mali ». AMC, 13 février 2017. <https://www.international.gc.ca/world-monde/stories-histoires/2019/mali-ag-vg.aspx?lang=eng>.

21 PEFA 2021.

22 « Rapport BTI 2024 Mali ». 2024. On ne sait pas exactement combien de rapports BVG ont été publiés en 2024, car les rapports sont organisés par exercices financiers plutôt que par dates d'enquête ou d'audit.

L'incursion de la BVG dans l'audit du secteur de la défense : un cas rare au cours de la dernière décennie

Un scandale a éclaté en 2014 à propos de l'achat d'un Boeing 737 par le président de l'époque, Ibrahim Boubacar Keita (IBK).²³ Il a été acheté aux États-Unis, par l'intermédiaire d'une société écran nommée Mali BBJ Ltd. (créée à Aruba deux semaines auparavant), qui a déposé la demande d'exportation auprès des autorités américaines.

Dans le cadre des négociations sur des prêts importants, le Fonds monétaire international a demandé un audit de la part de la Cour des comptes (BVG).²⁴ Le coût déterminé par le BVG s'élève à 19 milliards de francs CFA (40 millions de dollars US), dont 1,4 milliard de francs CFA de commissions et d'honoraires versés à un courtier lié à Michel Tomi, l'ami du président. En outre, un contrat d'exploitation a été signé avec la société Jet Magic Limited basée à Malte ; le MPC n'a jamais eu accès à ce contrat de location.

Une ligne budgétaire a été créée en 2015 (dans les dépenses communes) pour couvrir les coûts de ce contrat. A partir du budget suivant, elle s'élève à 3 milliards de francs CFA par an. Une enquête plus approfondie menée par les médias a révélé que les coûts du nouveau contrat de maintenance (soi-disant administré par un autre ami du président) ont augmenté de 500% dans certains cas.²⁵

Une affaire est actuellement en cours devant la cour d'appel de Bamako, dans laquelle plusieurs anciens ministres et hauts responsables militaires maliens sont jugés pour détournement de fonds liés à l'achat d'avions, ainsi qu'à l'achat d'équipements militaires. L'ancien Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga, qui était alors ministre de la Défense, a été arrêté en 2021. Maïga, qui clamait son innocence, est décédé en détention en mars 2022 et les charges retenues contre lui ont depuis été abandonnées. Mais des accusations de fraude, de faux et de népotisme ont été portées contre 11 autres personnes, dont l'ancien ministre des Finances Bouaré Fily Sissoko et l'ancien chef d'état-major Mahamadou Camara. Plusieurs des accusés résident hors du Mali et font l'objet de mandats d'arrêt internationaux.²⁶

2 Mécanismes d'audit supplémentaires chevauchant les audits externes

Le Mali dispose de plusieurs autres mécanismes d'audit qui se concentrent principalement sur les audits et contrôles internes, mais qui sont également dotés par la loi de mandats de lutte contre la corruption. De ce fait, ils chevauchent la fonction d'enquête de la BVG et entraînent une certaine confusion quant à la portée de leurs travaux.

L'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite (OCLEI) a été créé en 2017 pour mettre en œuvre des mesures de prévention, de contrôle et de lutte contre l'enrichissement illicite aux niveaux national, sous-régional, régional et international. Il est également chargé de recevoir les plaintes pour dénonciation. L'OCLEI supervise les déclarations de patrimoine des agents publics, mais n'a pas de pouvoir de sanction ni de pouvoir de saisie des biens. En conséquence, et également en raison de la faiblesse de l'État de droit depuis le coup d'État militaire,

l'OCLEI a indiqué une baisse de 90 % des taux de soumission dans son dernier rapport.²⁷

Le **Contrôle Général des Services Publics** (CGSP) se concentre principalement sur l'audit interne, mais a le pouvoir de conduire des audits de performance, et d'enquêter sur la corruption ou la « délinquance » économique et financière dans les services qui sont inspectés. Il est intéressant de noter que le CGSP est le membre officiel de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) au Mali, et qu'il est l'un des principaux fournisseurs de services de renforcement des capacités (financés par des organisations telles que l'USAID et le FCDO).

L'Inspection des Finances se concentre principalement sur le contrôle des finances, mais comme les institutions précédentes, elle a le pouvoir de rechercher la corruption ou la « délinquance » économique et financière dans les services qui sont inspectés

23 Reuters. « L'ancien Premier ministre du Mali arrêté suite à des accusations de corruption », 27 août 2021.

24 Smith, Alex Duval. « Le Mali se retrouve pris dans une tempête internationale à cause de l'achat d'un jet présidentiel de 40 millions de dollars. » *Le Gardien*, 16 mai 2014, sect. Développement mondial.

25 Wane, Amadou O. et A. Karim Sylla. « Mali : Nouvelles révélations sur le scandale financier de l'avion présidentiel : Un curieux personnage aux commandes de l'avion, un contrat d'entretien 5 fois plus élevé que la norme... » *Mali Actu*, 11 août 2017.

26 Hilka Burns. « Le procès de l'avion présidentiel du Mali s'ouvre devant le tribunal de Bamako. » *ch-aviation*, 26 septembre 2024.

27 MSKT. « Mali : l'OCLEI présente son rapport 2023, indiquant une baisse de 90 % des déclarations de patrimoine au cours des cinq dernières années. » *Radio Démocratie Ouest Africaine*(blog), 30 novembre 2024.

Dépenses publiques et responsabilité financière (PEFA)

Bonnes pratiques pour l'examen législatif des rapports d'audit²⁸

- L'examen des rapports d'audit sur les rapports financiers annuels a été achevé par le pouvoir législatif dans les trois mois suivant la réception des rapports.
- Des auditions approfondies sur les principales conclusions des rapports d'audit ont lieu régulièrement avec les responsables de toutes les entités auditées qui ont reçu une opinion d'audit avec réserve ou défavorable ou une impossibilité d'exprimer une opinion.
- Le pouvoir législatif émet des recommandations sur les actions à mettre en œuvre par l'exécutif et assure systématiquement le suivi de leur mise en œuvre.
- Toutes les auditions sont publiques, sauf dans des circonstances strictement limitées, telles que les discussions liées à la sécurité nationale ou d'autres discussions sensibles similaires. Les rapports des commissions sont débattus en séance plénière et publiés sur un site web officiel ou par tout autre moyen facilement accessible au public.

3 Surveillance législative et mesures de suivi

Le pouvoir législatif ne tient pas d'audiences sur les rapports de la SCCS, ni n'émet officiellement de recommandations à l'exécutif concernant les mesures à mettre en œuvre. Aucun document relatif à l'examen des rapports d'audit par le pouvoir législatif n'est publié.²⁹

L'examen de la loi de règlement effectué par la Commission des finances de l'Assemblée législative n'est pas non plus public. Les délibérations et discussions menées dans le cadre de l'analyse de la loi de règlement et du rapport de la SCCS ne sont pas documentées dans un rapport accessible au public faisant état des recommandations formulées par le Parlement.³⁰



28 Le Mali obtient systématiquement le score le plus bas sur tous les indicateurs d'audit externe du PEFA, l'évaluation nationale la plus récente ayant été réalisée en 2021. <https://www.pefa.org/assessments/summary/4502>

29 La BVG ne rend pas compte à l'Assemblée nationale. Ses rapports sont transmis à l'exécutif.

30 PEFA, 2021 ; Il n'existe pas non plus de preuve que le pouvoir exécutif ou l'entité auditée fournisse une réponse officielle aux recommandations formulées dans les rapports du SCCS.



Bamako, Mali - Circa February 2012 © Thomas Dutour, Shutterstock

LE PÔLE NATIONAL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

EST HABILITÉ À GÉRER L'ENSEMBLE DE LA
CHAÎNE DE TRAITEMENT DES INFRACTIONS
ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES



4 Mesures d'enquête et d'exécution

Plusieurs institutions ont été créées depuis le coup d'État et sont chargées d'enquêter sur les crimes potentiels découverts par les mécanismes d'audit, ainsi que de faire respecter les lois anticorruption et pénales. Il reste à voir si elles fonctionneront indépendamment de la junte militaire ou si elles seront utilisées pour cibler ou menacer les adversaires politiques.

Le **Pôle national économique et financier** a été créée en 2023, en remplacement des trois centres économiques et financiers infranationaux de Kayes, Mopti et Bamako. Elle est dirigée par le Procureur spécial de la République, avec les juges d'instruction.

Le Centre national économique et financier est compétent pour gérer l'ensemble de la chaîne de traitement des infractions économiques et financières, à savoir la poursuite, l'enquête et le jugement, ainsi que la mise en place d'une batterie de mesures conservatoires, notamment la saisie des biens appartenant aux personnes poursuivies, pour garantir l'efficacité des procédures.

L'Agence de recouvrement et de gestion des avoirs saisis ou confisqués (ARGASC) a été créée en 2022.

Elle est chargée de collaborer avec le ministère public dans l'exécution des jugements et ordonnances relatifs au gel, à la saisie ou à la confiscation de biens, et a pour mandat de collaborer avec les services similaires des pays étrangers.

ANALYSE

Les institutions de contrôle des finances publiques du Mali souffrent de problèmes de performance qui se manifestent dans l'ensemble de leur mandat dans le secteur public, ainsi que dans des échecs spécifiques liés à la défense et à la sécurité. Ces problèmes comprennent une approche fragmentée de l'audit externe, un manque d'accès à l'information au sein du gouvernement et en particulier dans le secteur de la défense et de la sécurité, et un manque d'incitations pour les acteurs actuels à faire pression en faveur d'une responsabilité démocratique.

1 Des cadres institutionnels fragmentés pour l'audit externe

Les fonctions d'audit externe au Mali sont disparates et incohérentes dans le secteur public, en particulier depuis l'extension récente du mandat de la SCCS à l'audit de performance et à l'évaluation des politiques publiques, qui relevaient jusqu'à présent du domaine de la BVG. Des efforts ont été déployés au cours de la dernière décennie pour transformer la SCCS en une cour des comptes officielle, mais cela nécessite une révision constitutionnelle et une harmonisation des entités d'audit existantes, deux objectifs qui se sont révélés impossibles à atteindre, même avec l'aide des donateurs.

Les données de l'indice GDI 2020 ont révélé que 10 des 16 pays d'Afrique subsaharienne de l'indice n'ont pas procédé à des audits réguliers du secteur de la défense au cours des cinq dernières années (voir Figure 2), six pays n'ayant effectué aucun audit : l'Angola, le Cameroun, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Soudan. Les données de l'indice dans son ensemble mettent en évidence l'ampleur et la profondeur des activités d'audit externe du secteur de la défense (voir Figure 3). Cette disparité est due à une série de défaillances institutionnelles, notamment des mandats circonscrits, une faible autorité et des ressources limitées. Mais elle est aussi, plus concrètement, due à un manque d'informations au sein du gouvernement sur le secteur de la défense.

Figure 2: Qualité des audits externes du secteur de la défense, Afrique subsaharienne

QUALITÉ DES AUDITS EXTERNES DANS LE SECTEUR DE LA DÉFENSE

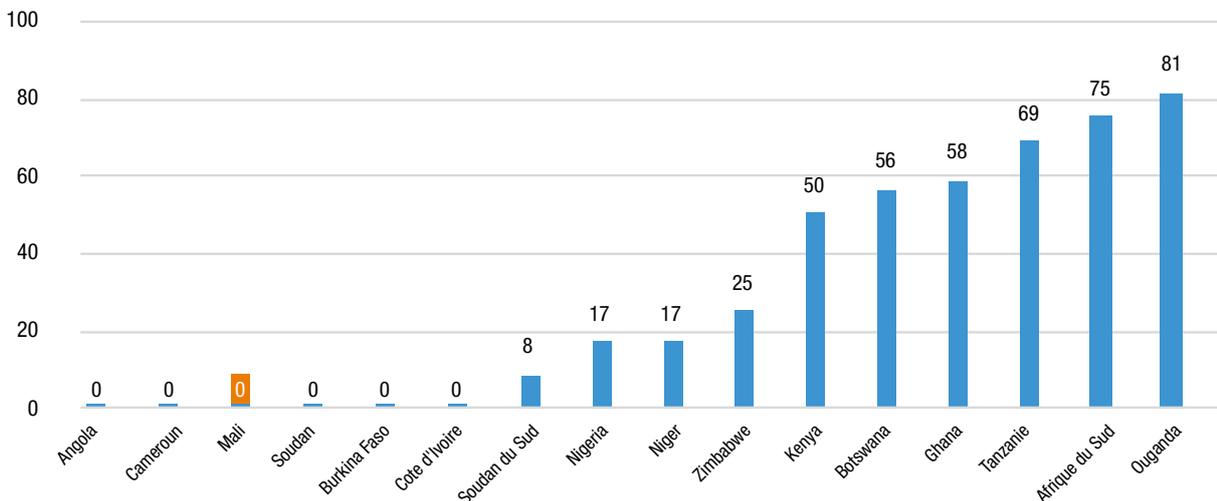


Figure 3: Activité des unités d'audit externe vis-à-vis du secteur de la défense

<p>L'unité d'audit externe a pour mandat d'examiner le secteur de la défense et vérifie régulièrement les dépenses militaires dans le cadre d'un processus formel et approfondi.</p> <p>Les dépenses de défense font l'objet d'audits financiers et d'audits de performance (optimisation des ressources).</p>	<p>L'unité d'audit externe a pour mandat d'examiner le secteur de la défense et vérifie régulièrement les dépenses militaires dans le cadre d'un processus formel et approfondi.</p> <p>L'examen porte sur principalement des audits financiers, plutôt que des audits de performance</p>	<p>L'unité d'audit externe a pour mandat d'examiner le secteur de la défense et vérifie les dépenses militaires de défense sur une base formelle semi-régulière.</p> <p>Seuls des audits financiers et de conformité sont réalisés.</p>	<p>L'unité d'audit externe a pour mandat d'examiner le secteur de la défense, mais elle ne le fait pas régulièrement ni de manière très approfondie. Il peut y avoir des écarts réguliers par rapport aux processus formalisés.</p>	<p>Les dépenses du ministère de la défense ne font l'objet que de peu ou pas d'audits externes.</p>
<p>Australie Belgique Bosnie-Herzégovine Brésil Canada Danemark Finlande France Allemagne Inde Israël Italie Lettonie Pays-Bas Nouvelle-Zélande Norvège Pologne Afrique du Sud Corée du Sud Suède Suisse Taïwan Ouganda Royaume-Uni</p>	<p>Albanie Arménie Bangladesh Chili Colombie Estonie Géorgie Grèce Indonésie Japon Macédoine du Nord Philippines Portugal Singapour Tanzanie États-Unis</p>	<p>Ghana Kenya Kosovo Koweït Liban Lituanie Malaisie Mexique Monténégro Russie Serbie Thaïlande Tunisie Ukraine Zimbabwe</p>	<p>Argentine Azerbaïdjan Botswana Hongrie Irak Niger Nigeria Palestine Soudan du Sud Espagne</p>	<p>Algérie Angola Bahreïn Burkina Faso Cameroun Chine Côte d'Ivoire Égypte L'Iran Jordanie Mali Maroc Birmanie Oman Qatar Arabie Saoudite Soudan Turquie Émirats arabes unis Émirats</p>

Institutions nationales de contrôle (NAI) (audit externe indépendant) et secteur de la défense

Bonnes pratiques du GDI

- La NAI a pour mandat d'examiner le secteur de la défense et de procéder régulièrement à des audits des dépenses militaires dans le cadre d'un processus formel et approfondi. Des audits financiers et des audits de performance (optimisation des ressources) des dépenses de défense sont effectués.
- L'NAI soumet ses rapports à la Commission des comptes publics du Parlement.
- L'unité d'audit externe est indépendante du pouvoir exécutif. Elle dispose de son propre budget (adopté par le Parlement plutôt que par le gouvernement) et des protections juridiques sont en place pour que ce budget ne soit pas modifié au cours de l'exercice budgétaire.
- Les informations d'audit externe sont publiées en ligne de manière proactive, dans un délai raisonnable et de manière détaillée (par exemple, y compris des analyses sur les comptes audités, des exposés oraux, des conseils d'experts, des travaux d'enquête).
- Le ministère aborde régulièrement les conclusions des audits dans ses pratiques.



Source: Indice d'intégrité de la défense du gouvernement (GDI), 2020





Troupes françaises de l'opération Barkhane à Ansongo, Mali (décembre 2015) © Fred Marie, Shutterstock

2 Pas de définition de « secrets de défense »

Le Mali ne dispose ni d'une loi sur le droit à l'information (RTI) ni d'une loi sur les secrets d'État, qui sont deux instruments standards pour établir des définitions, des règles et des limitations en matière d'accès à l'information (ATI) relative à la sécurité nationale.³¹ L'absence de toute législation régissant l'accès à l'information sur le secteur de la défense a permis à l'armée d'établir des limites substantielles autour de ses opérations, de ses finances, de ses achats et de ses délibérations.³² Si les instruments juridiques visent à établir les paramètres de l'accès à l'information dans l'ensemble du gouvernement (et éventuellement dans le secteur privé, selon la portée de la loi), ils servent également de base à la délibération sur la transparence dans le secteur de la défense, non seulement pendant l'élaboration mais aussi au cours de la mise en œuvre.

Les cadres juridiques de l'ATI spécifient un ensemble de fonctionnalités avec lesquelles le public peut-être gouvernement peut s'engager, ce qui permet aux discussions et aux désaccords de se dérouler dans la sphère publique, plutôt qu'à huis clos (voir figure 4). Les exceptions bien définies à l'accès à l'information n'existent pas dans le vide : elles sont continuellement contestées par diverses parties et débattues par des fonctionnaires et des mécanismes gouvernementaux officiels, en particulier des institutions de surveillance telles qu'un commissaire à l'information et le pouvoir judiciaire. Ces échanges aident à déterminer les paramètres de l'accès à l'information au sein de secteurs spécifiques, ainsi qu'entre les pouvoirs judiciaire, exécutif et législatif du gouvernement.

LE MALI N'A PAS DE LOI SUR LE DROIT A L'INFORMATION OU UNE LOI SUR LES SECRETS D'ÉTAT

CES DEUX INSTRUMENTS SONT DES INSTRUMENTS STANDARD POUR ÉTABLIR DES DÉFINITIONS, DES RÈGLES ET DES LIMITATIONS EN MATIÈRE D'ACCÈS À L'INFORMATION RELATIVE À LA SÉCURITÉ NATIONALE



31 Pour une discussion sur les motifs légitimes de divulgation ou de rétention d'informations relatives à la sécurité nationale et à la défense, voir : Open Society Foundations. « Principes mondiaux sur la sécurité nationale et le droit à l'information ('Principes de Tshwane') ». Tshwane, Afrique du Sud, 12 juin 2013.

32 Il en est ainsi en dépit de plusieurs lois sur la transparence financière qui établissent l'accès à l'information principalement dans la lettre de la loi, plutôt que dans la pratique, par exemple : la loi n°2013-031 du 23 juillet 2013 portant approbation du code de transparence de la gestion financière et le décret n°2014-0607/P-RM du 13 août 2014 relatif aux modalités d'accès et de publication des informations et des documents administratifs relatifs à la gestion des finances publiques.

Figure 4: Caractéristiques des cadres juridiques de l'accès à l'information qui sont essentielles pour la transparence en matière de défense et de sécurité³³



En l'absence d'exceptions clairement définies et publiquement discutables en matière de sécurité nationale, l'armée malienne a pu faire obstruction aux acteurs de la surveillance, tels que les auditeurs externes et le Parlement, et interpréter de manière erronée la législation existante à des fins de secret. Dans son rapport de 2014, le BVG a dénoncé l'armée pour une mauvaise application de l'article 8 du Code des marchés publics de 2008 qui autorisait la confidentialité de certains achats pour des raisons de sécurité nationale.

La BVG, en collaboration avec des collègues du SCCS, a exposé des arguments bien étudiés et motivés selon lesquels les commandes publiques font partie intégrante de la gestion des finances publiques et doivent respecter le processus d'acquisition et les principes de transparence énoncés dans la loi.³⁴ Malheureusement, au lieu de clarifier son engagement envers ces principes, le gouvernement de transition a promulgué une révision de 2023 du Code des marchés publics qui précise dans la loi que les achats de défense sont soumis au secret et exemptés des règles de transparence financière.³⁵ Il reste à voir si ce nouveau décret sera utilisé pour exclure le pouvoir législatif et les auditeurs externes de l'accès aux informations sur les achats de défense (voir la figure 5 pour les données du GDI sur l'accès législatif aux informations sur les dépenses de défense).



33 Trapnell, Stephanie, et Choo, Yi Kang. « Débloquer l'accès : équilibre entre sécurité nationale et transparence en matière de défense ». Londres : Transparency International Defence & Security, décembre 2024.

34 L'Aube. « Achats de l'avion Présidentiel et Des Équipements Militaires : Plus de 38 Milliards FCFA Détournés !*Maliweb.Net*15 octobre 2020.

35 Décret 2023 n° 0275 du 3 mai 2023 fixant le régime des marchés de travaux, de fournitures et de services exclus du champ d'application du code des marchés publics et des délégations de service public (2023).

Figure 5: Accès législatif aux informations classifiées sur les dépenses de défense

<p>Le comité législatif compétent ou les membres de l'assemblée législative reçoivent des informations détaillées sur toutes les dépenses consacrées à des éléments secrets, qui comprennent des descriptions détaillées des postes de toutes les dépenses et des données désagrégées.</p>	<p>Allemagne, Belgique, Lettonie, Norvège, Royaume-Uni, Suède, Suisse</p>
<p>Le Parlement dispose généralement d'informations détaillées sur les dépenses consacrées aux postes secrets, notamment des descriptions détaillées des postes de dépenses et des données ventilées. Toutefois, certaines informations manquent.</p>	<p>Arménie, Australie, Bosnie-Herzégovine, Estonie, Finlande, Israël, Japon, Lituanie, Nouvelle-Zélande, Macédoine du Nord, Espagne, Taïwan, États-Unis</p>
<p>Le pouvoir législatif reçoit des informations sur les dépenses consacrées à des éléments secrets, mais la description des dépenses est généralisée en catégories, ou certaines données sont présentées de manière agrégée</p>	<p>Canada, Géorgie, Pologne, Russie, Ukraine</p>
<p>Le pouvoir législatif ne dispose que d'informations très limitées ou abrégées sur les éléments secrets, ou les dépenses consacrées aux éléments secrets sont entièrement regroupées.</p>	<p>Albanie, Botswana, Brésil, Chili, Colombie, Danemark, France, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Italie, Kosovo, Koweït, Liban, Pays-Bas, Niger, Nigéria, Philippines, Serbie, Soudan du Sud, Ouganda</p>
<p>Le pouvoir législatif ne dispose d'aucune information sur les dépenses consacrées à des sujets secrets.</p>	<p>Algérie, Angola, Argentine, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Burkina Faso, Cameroun, Chine, Côte d'Ivoire, Égypte, Ghana, Grèce, Iran, Jordanie, Kenya, Malaisie, Mali, Mexique, Monténégro, Maroc, Myanmar, Oman, Palestine, Portugal, Qatar, Arabie saoudite, Singapour, Afrique du Sud, Corée du Sud, Soudan, Tanzanie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Émirats arabes unis, Venezuela, Vietnam, Zimbabwe</p>

Source: Indice d'intégrité de la défense du gouvernement (GDI), 2020



EN L'ABSENCE D'EXCEPTIONS DE SÉCURITÉ NATIONALE BIEN DÉFINIES ET PUBLIQUEMENT DISCUTABLES

L'ARMÉE MALIENNE A ÉTÉ CAPABLE DE FAIRE OBSTACLE AUX ACTEURS DE SURVEILLANCE, TELS QUE LES ACTEURS D'AUDIT EXTERNE ET LE PARLEMENT, ET DE MAL INTERPRÉTER LA LÉGISLATION EXISTANTE À DES FINS DE SECRET



3 Manque de ressources, de capacités et d'incitations pour les acteurs de la surveillance

Malgré les difficultés financières, les institutions de contrôle maliennes ont survécu et ont même proliféré. Malgré cela, le manque de financement et de capacités a entravé leurs efforts de responsabilisation, en particulier dans le cadre de la fonction d'audit externe, comme indiqué ci-dessus.

Le Conseil national de transition non élu est confronté à de graves limitations en matière de responsabilité

démocratique, tandis que La commission de défense actuelle est composée de militaires, de gendarmes et de policiers dont les intérêts concordent avec ceux de la junte au pouvoir. Le pouvoir judiciaire subit une intense pression politique de la part du gouvernement de transition, tout en étant perçu comme l'une des institutions les plus corrompues du pays.

S'attaquer aux contraintes de ressources et aux incitations perverses qui entravent le contrôle démocratique est une réforme nécessaire, mais il est peu probable qu'elle soit réalisable dans le contexte de gouvernance actuel.

CONCLUSION

Étant donné l'absence d'institutions démocratiques actives au Mali, les possibilités d'introduire des mécanismes de transparence, tels que l'accès à l'information, qui pourraient entraver l'expansion des activités militaires, sont limitées. Cependant, le partage d'informations au sein du gouvernement est essentiel au bon fonctionnement de celui-ci. En particulier, les activités d'approvisionnement doivent faire l'objet d'une surveillance appropriée et, pour ce faire, les informations doivent être partagées avec des mécanismes de responsabilisation tels que des auditeurs externes.

La réforme des fonctions du secteur public, comme l'audit externe, est réalisable même sous un régime militaire, car l'efficacité des dépenses institutionnelles est un facteur nécessaire à la stabilité financière et politique globale du pays. La fonction d'audit externe est une pratique fondamentale des États modernes, et son harmonisation doit être considérée comme un processus de réforme pratique et nécessaire pour le Mali, quelle que soit sa forme de gouvernement.

La stabilité et la responsabilité des institutions maliennes reposent sur une collaboration continue avec les acteurs de la société civile sur diverses plateformes. De nombreux efforts ont été faits pour impliquer les citoyens dans les activités de défense et de sécurité, et ces efforts doivent être soutenus et amplifiés si nécessaire. Si l'audit externe n'est pas considéré comme le principal moyen de collaboration citoyenne, il s'agit de l'une des nombreuses mesures de responsabilisation qui peuvent être renforcées par un plaidoyer citoyen en faveur de la transparence, de l'accès à l'information et des initiatives de lutte contre la corruption.



**LA TRANSPARENCE
DES MARCHÉS PUBLICS
EST PRIMORDIALE**

**COMPTE TENU DE L'AUGMENTATION
DES DÉPENSES MILITAIRES AU
COURS DES DERNIÈRES ANNÉES**

RECOMMANDATIONS

1 Harmonisation des fonctions d'audit externe.

1 Que la CSCS soit transformé en une Cour des comptes formelle, ou que le BVG obtienne un statut formel en tant qu'unique auditeur externe, les fonctions d'audit externe du Mali ont besoin d'une réforme complète et urgente.

- a) Compte tenu des efforts déployés par le passé pour transformer la SCCS en un organisme d'audit externe à part entière, il semble opportun de poursuivre cette réforme, tout en veillant à ce que le personnel et les mandats de la BVG soient intégrés dans toute nouvelle structure. La SCCS et la BVG ont fait preuve d'un travail impressionnant. En supposant que leurs ressources et leurs mandats ne soient pas réduits au cours d'un éventuel effort de réforme, l'harmonisation des fonctions d'audit externe devrait produire une institution plus forte et plus efficace.
- b) En outre, il est essentiel que le membre officiel de l'INTOSAI au Mali soit réaffecté à une institution d'audit externe du pays, plutôt qu'au Contrôleur, qui se concentre exclusivement sur l'audit et le contrôle internes.

2 Réforme juridique sur l'accès à l'information.

L'opacité du secteur de la défense est facilitée par l'absence de paramètres juridiques bien définis concernant l'accès à l'information. Cela inclut l'accès à l'information et la classification de sécurité.

- a) Les acteurs de la société civile militent depuis plusieurs décennies en faveur d'une loi sur le droit à l'information. Les autorités maliennes disposent d'un engagement, d'un intérêt et d'une expertise considérables pour élaborer une loi sur le droit à l'information qui prévoit des exceptions bien définies à des fins de sécurité nationale. Il est toutefois conseillé de retarder cette réforme jusqu'à ce que les normes démocratiques soient rétablies, en particulier jusqu'à ce qu'un parlement élu soit en place pour garantir le respect des procédures régulières.
- b) Des règles de classification de sécurité devraient également être promulguées, mais encore une fois, une fois qu'il existe une certaine mesure de responsabilité démocratique dans le processus législatif.



3 Échange/partage d'informations interinstitutionnelles.

La transparence des achats publics est primordiale, compte tenu de l'augmentation des dépenses militaires ces dernières années. Il est toutefois peu probable que de nouvelles réformes en matière de transparence soient introduites dans un avenir proche. Une réforme plus réalisable consisterait à garantir le partage d'informations entre les différents secteurs de l'administration.

- a) Les informations sur les dépenses de défense doivent être partagées avec le Parlement et les auditeurs externes. En l'absence d'accès public à l'information, il est essentiel que les acteurs de surveillance aient accès aux informations confidentielles sur les marchés publics de défense, afin de contrer le risque élevé de fraude et de détournement de fonds qui accompagne l'augmentation des dépenses militaires.
- b) La promulgation d'une nouvelle loi de programmation militaire contribuera à établir la régularité et la prévisibilité des activités financières au sein du secteur de la défense.

4 Continuer à collaborer avec le public sur différentes plateformes.

De nombreux efforts ont été déployés avec succès pour encourager l'engagement citoyen des acteurs de la défense et de la sécurité.³⁶ L'armée devrait poursuivre ces initiatives, en mettant l'accent sur le partage d'informations et l'instauration de la confiance, ce qui posera les bases d'un retour à un régime civil.³⁷

36 « Bâtir l'intégrité. » 2019

37 Pour des mesures spécifiques, voir : Dizolele, Mvemba Phezo et Cameron Hudson. « Mali : démanteler le nœud politico-sécuritaire ». Centre d'études stratégiques et internationales, octobre 2024.

Transparency International Défense et Sécurité
10 Queen Street Place
Londres
EC4R 1BE

ti-defence.org
[twitter.com/@TI_Defence](https://twitter.com/TI_Defence)

Transparency International UK
Numéro d'organisme de bienfaisance enregistré 1112842
Numéro d'entreprise 2903386